

éditorial

ORGANISER LES LUTTES A L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Depuis le début de la campagne référendaire le président Pompidou, et tout le gouvernement livrent une double bataille :

— d'abord démontrer que leur ralliement à l'Europe patronale ne suppose aucune infidélité par rapport à la pensée et à l'action gaulliste ;

— ensuite s'attaquer à tous ceux qui, malgré le déchaînement des grandes orgues de la propagande gouvernementale, persistent à ne pas vouloir entrer dans le jeu piégé de ce référendum et entendent signifier leur hostilité en s'abstenant ou en votant nul. Georges Marchais de son côté, réserve ses traits les plus durs à l'égard des abstentionnistes. En entrant dans le jeu, en renforçant par son vote non le caractère plébiscitaire, du référendum-Pompidou, le Parti communiste a pris ses responsabilités. Fort bien, mais il a démontré dans le même temps, qu'il restait indifférent — se situant constamment sur le seul terrain électoral —, aux véritables luttes qui se déroulent dans ce pays, et à plus forte raison à celles qui se déroulent en Europe. Pour lui il s'agit toujours, sur le terrain électoral, d'apparaître comme la première force de gauche ayant aptitude à gouverner. Les luttes ouvrières, paysannes, ou étudiantes, le dérangent apparemment plus dans ses plans que les manoeuvres de Pompidou.



Le sens d'un ralliement

Mais il convient de s'interroger sur le sens du ralliement de Pompidou à l'Europe patronale.

La construction européenne n'a été jusqu'ici que la réalisation d'une union douanière, qui tendait à restructurer l'économie européenne, en renforçant la concentration des firmes, pour leur per-

mettre de mieux contrôler un marché commun de 250 millions de consommateurs.

Car, quand le gouvernement comme le patronat parlent d'Europe, ils pensent en fait Marché européen. Pendant longtemps d'ailleurs le patronat français, a été hostile au Marché commun, a fortiori à son élargissement, car il ne se sentait pas assez solide. De Gaulle y trouvait un soutien, beaucoup plus ferme qu'on ne l'a dit sur ce plan.

Aujourd'hui il n'en va pas de même. La lutte pour le contrôle du marché européen est devenue l'objet d'une âpre compétition. Entre les firmes multinationales d'abord, pour qui un pouvoir politique capable d'imposer ses propres décisions, représente une entrave au développement de leur stratégie. Le problème pour une partie du patronat français est de passer alliance avec ces firmes. Comme le problème pour le gouvernement (cela est dit noir sur blanc,

dans le VIe Plan) est d'attirer leurs investissements en France pour réussir l'industrialisation. Dès lors, il fallait rompre avec la politique gaulliste et montrer son bon vouloir, en accélérant le processus d'unification économique. Cela veut dire en clair, que les concentrations sont favorisées, entraînant la fermeture des entreprises attardées, et créant de nouveaux déséquilibres entre zone de production, entre régions. Mais en fin de compte ce sont les travailleurs qui font les frais de ces concentrations et de la modernisation des entreprises.

Pour les travailleurs toutes les frontières

Car sous le prétexte de la défense de l'indépendance nationale — n'est-ce pas Georges Marchais ? — on a maintenu strictement les frontières nationales.

Quand il s'agit du libre passage des marchandises, des transferts de capitaux, de voyages touristiques, etc. il n'y a plus de frontières. Mais quand il s'agit de mettre en cause l'ordre capitaliste, il n'est plus question de communauté européenne.

Les immigrés, qu'ils appartiennent ou non au Marché commun, se voient interdire le droit de s'organiser syndicalement. Ainsi on transporte de pays en pays une foule de migrants, sans aucun droit, et toujours sous menace d'expulsion, dont le patronat se sert pour tenter d'imposer des conditions de salaire et de travail aggravées.

Ainsi encore on réorganise la production, en fermant des usines entières dans un pays, pour concentrer l'appareil de production dans d'autres. L'exemple de Control-France à Schirmeck, montre ces ces jours-ci, comment le patronat procède, et ceci malgré les

engagements pris au moment de l'implantation de l'usine, auprès des pouvoirs publics pour obtenir leur aide.

Le résultat de tout cela, c'est une formidable croissance de l'immigration en France, en Allemagne, en Suisse et la surexploitation de tous ces travailleurs. Il devient donc urgent que l'ensemble du mouvement ouvrier et en premier lieu les organisations révolutionnaires s'organisent au niveau européen, pour opposer au patronat une riposte efficace.

Le sens de notre abstention

Compte tenu du retard pris il faut saisir l'occasion fournie par cette campagne pour prendre tous les contacts utiles, et organiser l'action à l'échelle européenne. C'est ce que nous avons commencé à faire les 25 et 26 mars derniers à Bruxelles, dans une réunion qui est évoquée par ailleurs dans ce journal.

L'Europe des travailleurs cela signifie pour nous que tous les travailleurs qui vivent en Europe, quel que soit leur pays d'origine, doivent bénéficier des mêmes droits politiques et syndicaux que ceux qui travaillent dans leur propre pays.

Notre abstention, signifie l'opposition à l'Europe des patrons, celle de Pompidou et notre engagement en faveur de cette Europe des travailleurs qu'ils construiront dans leurs luttes.

Notre décision, est donc le contraire de l'indifférence par rapport à ces problèmes. C'est l'affirmation, au-delà de la périphérie référendaire, de notre solidarité active avec tous les travailleurs européens.

Michel Rocard.